

Burundi : un haut responsable américain dénonce la gravité de la situation

RFI, 03-04-2016 Au terme d'une visite de deux jours au Burundi, le secrétaire d'État adjoint américain pour la Démocratie et les Droits de l'homme, Tom Malinowski a une nouvelle fois dénoncé samedi 2 avril la situation extrêmement grave dans laquelle se trouve le pays. Tom Malinowski, secrétaire d'État adjoint américain pour la Démocratie et les Droits de l'homme, s'est inquiété de la poursuite des arrestations arbitraires, de la multiplication des signalements de disparitions forcées et d'allégations crédibles de torture.

« J'ai dit au gouvernement que la situation reste extrêmement grave à nos yeux. Il est évident que les atteintes aux droits de l'homme se poursuivent », a assuré Tom Malinowski. « Nous avons constaté que les personnes perçues comme sympathisants de l'opposition continuent d'être mises en prison ; nous avons constaté la multiplication des signalements de disparitions forcées ; nous avons entendu de nombreuses allégations crédibles de torture de prisonniers ». « S'il est vrai que les groupes armés se sont livrés à des actes de violence graves, c'est loin d'être le cas de toutes les personnes persécutées et emprisonnées par le gouvernement », ajoute Tom Malinowski. « L'arrestation il y a quelques jours de l'humoriste Alfred-Aubin Mugenzi [plus connu sous son nom de scène Kigingi et libéré vendredi après 4 jours de détention NDLR], dont le seul crime avait été de publier un dessin mettant en scène le président, montre très clairement qu'il y a des gens emprisonnés qui ne sont pas des rebelles ni des putschistes, mais simplement des citoyens burundais qui expriment pacifiquement leur point de vue ». Une impasse économique et sociale Le secrétaire d'État adjoint américain pour la Démocratie et les Droits de l'homme a également dénoncé le double discours du gouvernement, qui, selon lui, s'enfonce lui-même dans une impasse économique et politique. « Le gouvernement ne peut pas tenir un certain discours à la communauté internationale et un autre à sa population », poursuit Tom Malinowski. « Il ne peut nous dire qu'ils soutiennent un dialogue inclusif d'un côté et de l'autre, publier des communiqués comme celui du parti au pouvoir la semaine dernière : accuser tout le monde, de l'Église catholique à la communauté internationale, en passant par la société civile, les médias, l'opposition et les pays étrangers, d'être des ennemis du peuple burundais ne va pas nous mener à dialogue aussi. Et cela fait douter de la sincérité du gouvernement ». Ce discours « fou et haineux » doit cesser, assure Tom Malinowski qui s'interroge sur le retard pris dans le dialogue avec l'opposition. « Pourquoi le dialogue est-il retardé ? C'est une question à poser au gouvernement parce que nous, nous ne voyons aucune bonne raison. Il nous semble parfois que le gouvernement essaye de jouer la montre, mais il pourrait bien être pris à son propre jeu ; car il est en train de perdre le soutien de l'Union européenne à son budget et aux paiements de l'Amisom, l'économie du pays se dégrade... Comment va-t-il pouvoir se financer ? Comment va-t-il payer ses forces de sécurité, payer les Imbonerakure ? Ce ne sont pas que des questions morales, mais des questions pratiques auxquelles le gouvernement va devoir répondre. Il n'agit pas dans son propre intérêt, même s'il pense le faire ».